



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/1/DZA/3
6 mars 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Première session
Genève, 7-18 avril 2008

**RÉSUMÉ ÉTABLI PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME
CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 c) DE L'ANNEXE À LA
RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME***

Algérie

Le présent rapport est un résumé de neuf communications¹ de parties prenantes à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient aucune opinion, vue ou suggestion émanant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les renseignements qui y figurent ont été systématiquement référencés dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence d'informations sur certaines questions ou le manque d'intérêt pour ces questions particulières peut être dû à l'absence de communications des parties prenantes concernant celles-ci. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Le premier cycle de l'Examen étant de quatre ans, les informations qui figurent dans le présent rapport ont principalement trait à des événements qui se sont produits après le 1^{er} janvier 2004.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE

A. Cadre constitutionnel et législatif

1. Al Karama for Human Rights (KHR) note que, selon la Constitution algérienne, l'état d'urgence ne peut être décrété que pour une durée déterminée et ne peut être prorogé qu'après approbation du Parlement. Instauré le 9 février 1992, l'état d'urgence a été reconduit un an plus tard pour une durée indéterminée. Les autorités algériennes affirment que son instauration «n'interrompt pas la poursuite du processus démocratique, de même que continue à être garanti l'exercice des droits et libertés fondamentaux». KHR relève qu'un juriste de renom en Algérie, qui avait été mandaté par le Président de la République pour diriger une enquête sur les événements en Kabylie en 2001, a constaté que le dispositif mis en place confère aux autorités militaires des pouvoirs exorbitants et constitue un glissement de l'état d'urgence vers un véritable état de siège².

B. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

2. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) s'étonne que la seule instance nationale chargée de la promotion et de la protection des droits de l'homme, la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CNCPPDH), n'ait jamais publié de rapport annuel d'activité. L'article 7, paragraphe 2 du décret présidentiel n° 01-71 du 25 mars 2001, instituant la CNCPPDH, prévoit pourtant qu'elle rende public son «rapport annuel sur l'état des droits de l'homme» deux mois après la communication de ce document au Président de la République. Quant à la formation ad hoc créée temporairement au sein de la CNCPPDH par le décret présidentiel n° 03-299 du 11 septembre 2003 pour «prendre en charge les requêtes tendant à la recherche de toute personne déclarée disparue par un membre de sa famille», le rapport général en question a bien été remis au Président de la République d'après les déclarations à la presse du Président de la CNCPPDH, mais n'a jamais été rendu public³.

3. Au regard de la situation des droits de l'homme en Algérie, la FIDH soulève la question du nombre très limité de communications devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Selon la FIDH, cette situation témoigne de la très faible diffusion d'informations relatives au droit international des droits de l'homme en Algérie, contrairement à ce que semblent affirmer les autorités. Toujours selon la FIDH, il est révélateur à cet égard que la CNCPPDH, créée en 2001 et qui a succédé à l'Observatoire national des droits de l'homme, ne dispose pas à ce jour d'un site Internet ni d'aucune publication régulière de large diffusion⁴.

C. Coopération avec les procédures spéciales

4. D'après Amnesty International, les autorités algériennes ne coopèrent pas avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU. Ni le Rapporteur spécial sur la question de la torture, ni le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ni le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires n'ont pu mener d'enquête en Algérie depuis la présentation de leur première demande de visite dans ce pays, soit depuis 1997, 1998 et 2000, respectivement⁵.

II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS

A. Application des dispositions du droit international des droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

5. D'après Amnesty International, la discrimination juridique contre les femmes demeure solidement ancrée dans les textes, en particulier dans le Code de la famille, malgré l'adoption récente d'amendements audit Code qui devraient contribuer à instaurer davantage d'égalité entre hommes et femmes. Amnesty International recommande que l'Algérie abroge ou modifie les lois discriminatoires à l'égard des femmes afin de garantir l'égalité des sexes et d'ériger en infraction les actes liés à la violence dans la famille notamment le viol conjugal⁶.

6. Selon le Congrès mondial amazigh (CMA), les populations amazighes représentent environ un tiers de la population totale, soit une dizaine de millions d'individus, qui vivent principalement en Kabylie et dans les Aurès, le Chenoua, le M'zab, l'Ouest et le Sahara, pour la minorité touareg. Depuis l'indépendance du pays en 1962, les Constitutions algériennes ont régulièrement repris la même définition de la nation, reposant sur les seules composantes arabe et islamique, et excluant la communauté amazighe. Le CMA note que l'actuelle Constitution (en vigueur depuis 1996) comporte dans son préambule une référence à l'*amazighité*, parallèlement à l'*Islam* et l'*arabité*, comme fondements de l'identité algérienne, mais qualifie l'Algérie comme «terre d'Islam (...) et pays arabe». Les articles 2 et 3 stipulent respectivement que «l'Islam est la religion de l'État» et «l'arabe est la langue nationale et officielle»⁷.

7. Le CMA rapporte qu'à la suite du soulèvement populaire kabyle d'avril 2001, la Constitution algérienne a été complétée par un article 3 *bis* qui indique que «le tamazight est également langue nationale». En 2005, le Gouvernement a créé l'Institut de l'aménagement de la langue amazighe et, en 2007, le Conseil supérieur de la langue amazighe. Malgré cela, aucun progrès concret n'a été constaté par exemple dans les domaines de l'enseignement de la langue amazighe, ni dans sa promotion dans l'administration et les médias publics. Selon le CMA, dans les faits, l'histoire et la civilisation amazighes plusieurs fois millénaires demeurent occultées, niées, rejetées⁸. Le CMA recommande aux membres du Conseil des droits de l'homme de demander au Gouvernement algérien de reconnaître le peuple amazigh d'Algérie⁹.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

8. Amnesty International note que l'Algérie est encore affectée par les séquelles du conflit interne et par l'absence criante d'enquêtes sur les violations commises par toutes les parties au conflit, notamment les exécutions illégales massives, y compris les exécutions extrajudiciaires, les enlèvements, les actes de torture, dont les viols, d'autres formes de mauvais traitements, et les détentions secrètes et arbitraires. Certaines de ces violations pourraient constituer des crimes contre l'humanité en vertu du droit international¹⁰.

9. Amnesty International relève que les violences ont diminué en intensité par rapport aux années 90, où l'Algérie était en proie à un conflit interne et où pas moins de 200 000 personnes auraient été tuées par des groupes armés ou les forces de sécurité gouvernementales. Toutefois, des exécutions illégales continuent d'être signalées, selon Amnesty International qui indique qu'en 2007 des civils ont délibérément été pris pour cible et tués dans des attentats à la bombe revendiqués par un groupe armé, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (qui est devenu «al-Qaida au Maghreb islamique» en janvier 2007). Des membres présumés de groupes armés ont également été tués par les forces militaires algériennes, notamment dans le cadre de

perquisitions et d'attaques, ce qui, selon Amnesty International, pourraient constituer des exécutions extrajudiciaires¹¹.

10. Selon KHR, au début des années 90, des exécutions sommaires avaient lieu quotidiennement dans les quartiers connus pour leur soutien au Front islamique du salut (FIS). À partir de 1996, les massacres à grande échelle ont fait leur apparition, atteignant leur summum en 1997 et 1998 avec les tueries de Raïs, Bentalha, Sidi Youcef et Relizane, entre autres. Selon KHR, le Gouvernement a toujours refusé de mener des enquêtes sur les auteurs et les commanditaires de ces massacres, affirmant qu'ils étaient connus comme étant des membres de groupes terroristes. Jusqu'à nos jours, les responsabilités n'ont pas été établies et de sérieuses questions subsistent quant au rôle du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) et de l'armée dans ces crimes de masse¹².

11. KHR ajoute que, dans le cadre des dispositions légales instituées par l'ordonnance dite de réconciliation nationale, l'État algérien prétend mettre un point final à la question de la responsabilité des auteurs de crimes tels que les disparitions forcées, en instituant une amnistie légale en leur faveur. Cette ordonnance invite les familles des victimes à demander des indemnisations mais, pour en bénéficier, elles doivent engager des démarches administratives et judiciaires humiliantes selon KHR, en attestant notamment que leur parent est décédé dans les rangs des groupes terroristes. Les associations de familles de disparus, auxquelles les autorités ont refusé l'agrément administratif, continuent, en dépit de la répression dont elles font périodiquement l'objet, de revendiquer leur droit de connaître le sort de leurs proches¹³.

12. Selon le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA), les disparitions forcées sont toujours utilisées par les forces de l'ordre, les agents du DRS, les policiers et les gendarmes. Depuis 2004, plusieurs personnes ont disparu durant plusieurs mois avant d'être présentées au parquet. En 2007, au moins trois personnes étaient toujours portées disparues après avoir été arrêtées des mois auparavant par des agents de l'État¹⁴.

13. KHR note aussi qu'il est bien connu que les services de sécurité algériens, tous corps confondus – agents du DRS, militaires, gendarmerie nationale, police et forces paramilitaires – se sont livrés pendant près d'une décennie à une pratique massive et systématique d'arrestations arbitraires suivies de disparitions de civils. Près d'un millier de cas ont été soumis par KHR au Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU. À ce jour, aucun de ces cas n'a été clarifié par les autorités algériennes. Selon KHR, après plusieurs années de déni systématique, l'État algérien a été contraint de reconnaître l'existence de ce phénomène, en admettant officiellement 6 146 cas imputables à ses agents, mais il en attribue la cause à des dérapages individuels. L'État algérien refuse d'ouvrir des enquêtes sur ces crimes, de poursuivre pénalement et de sanctionner les auteurs, en reprenant notamment la formule: «l'État est responsable mais non coupable»¹⁵.

14. Amnesty International indique que, dans la plupart des cas, les suspects sont arrêtés par des agents du DRS en civil qui ne divulguent pas leur identité et n'informent pas les intéressés ou leur famille des motifs de l'arrestation. Une fois placés en garde à vue, les suspects ne sont informés ni de leur droit de contacter immédiatement leurs proches, ni de leur droit d'être soumis à un examen médical à la fin de la garde à vue, dont la durée peut atteindre douze jours en vertu de la législation. Amnesty International note que, dans la pratique, il arrive que des suspects soient retenus en garde à vue pendant des mois, voire des années. Les familles ne sont généralement pas informées lorsque l'un de leurs membres est arrêté par le DRS ou transféré dans les locaux de garde à vue de ce dernier et aucun renseignement sur le lieu de détention ne leur est fourni malgré toutes leurs démarches à cette fin. Tant qu'un suspect est retenu par le DRS, sa famille ne peut ni communiquer avec lui, ni lui rendre visite. Cette pratique est contraire à l'article 51 *bis* du Code de procédure pénale, qui dispose que le fonctionnaire de police responsable de l'arrestation est tenu d'informer

l'intéressé de ses droits dont il jouit au cours de la garde à vue. L'article suivant du Code de procédure pénale (art. 51 *bis* 1) prévoit que les personnes placées en garde à vue doivent se voir offrir la possibilité de communiquer immédiatement avec leur famille et de recevoir des visites de leurs proches. Des familles et des avocats de personnes que l'on suppose détenues par le DRS ont demandé aux services du procureur d'ouvrir une enquête et disent n'avoir obtenu aucune confirmation officielle de la détention de ces personnes, ce qui montre que le procureur n'assure aucun suivi de la détention dans les affaires liées au terrorisme¹⁶.

15. D'après Amnesty International, le DRS continue de retenir des personnes dans des lieux de détention secrets et de se livrer à la torture en toute impunité. Une série de témoignages émanant de défenseurs des droits de l'homme, de victimes de violations des droits de l'homme et de proches de ces victimes font apparaître la responsabilité des membres du DRS dans la torture systématique, les exécutions extrajudiciaires à grande échelle et les disparitions forcées de sympathisants présumés de groupes islamistes commises dans les années 90¹⁷.

16. D'après des informations recueillies par Amnesty International auprès d'anciens détenus du DRS, les suspects seraient généralement enfermés dans des casernes de l'armée administrées par le DRS, notamment la caserne d'Antar, qui se trouve dans le quartier d'Hydra, à Alger. Ces casernes ne seraient pas des lieux de détention officiellement reconnus et ne seraient inspectées ni par les services du procureur, ni par d'autres organes indépendants de l'armée. C'est lorsque les détenus sont retenus au secret qu'ils courent le plus de risques de subir des actes de torture et des mauvais traitements. Amnesty International a reçu des dizaines d'allégations de torture et de mauvais traitements émanant de personnes détenues par le DRS¹⁸. Amnesty International recommande que les autorités algériennes prennent immédiatement des mesures afin d'assurer que les agents du DRS qui violent régulièrement les garanties juridiques applicables à l'arrestation et à la détention soient démis de leurs fonctions et ne soient plus autorisés à travailler dans la police judiciaire¹⁹.

17. Le CFDA note que la procédure régissant l'arrestation et la détention est permissive au point de favoriser la pratique de la torture. Le délai maximum de garde à vue prévu par l'article 51 du Code de procédure pénale permet aux autorités de détenir une personne arrêtée au moins pendant douze jours, pendant lesquels les détenus sont livrés aux mains des agents, qui peuvent par conséquent agir en toute impunité. Le risque de torture ou de mauvais traitements est d'autant plus grand que, pendant ces douze jours, le gardé à vue n'a pas le droit de consulter un avocat. Le CFDA souligne qu'il est rare que la prorogation de la garde à vue intervienne sur autorisation du procureur comme l'exige la loi²⁰.

18. En 2004, le Code pénal algérien a été modifié afin que la torture y soit explicitement définie comme un crime. Toutefois, Amnesty International n'a connaissance d'aucune affaire dans laquelle un membre du DRS ou des forces de sécurité aurait été poursuivi pour des actes de torture présumés ou d'autres mauvais traitements, avant ou après les modifications de 2004²¹. En outre, aucune disposition de la législation algérienne n'interdit de considérer comme élément de preuve tout aveu obtenu sous la torture. Ainsi, des personnes sont condamnées sur la base de déclarations obtenues sous la torture²².

19. Selon KHR, les aveux soutirés sous la torture sont consignés dans des procès-verbaux que les intéressés doivent signer sans pouvoir les lire. Très souvent, à la fin de leur détention au secret, ils sont contraints de signer une attestation dans laquelle ils doivent reconnaître avoir été bien traités. Rares sont les victimes qui osent ensuite faire état de tortures ou de mauvais traitements, même devant le juge d'instruction. La pratique judiciaire démontre que les tribunaux prennent largement en compte les procès-verbaux d'enquêtes préliminaires établis par les services de sécurité même si

les accusés déclarent avoir été victimes de tortures et de mauvais traitements. Les détentions au secret durant des périodes prolongées permettent également d'effacer toutes traces de sévices²³.

20. Le CMA recommande aux membres du Conseil des droits de l'homme de demander au Gouvernement algérien de reconnaître la responsabilité de l'État concernant les violations commises par les agents de sécurité et de réparer tous les préjudices subis par toutes les victimes des abus du pouvoir étatique²⁴. Le climat de terreur instauré par les services de sécurité de l'État, particulièrement en Kabylie, et la peur des représailles, notamment depuis l'instauration de l'état d'urgence en 1992, n'incitent guère les citoyens à porter plainte ou à rendre publiques les violences qu'ils subissent, selon le CMA²⁵. Ce dernier recommande spécialement aux membres du Conseil des droits de l'homme de demander au Gouvernement algérien de prendre des mesures législatives et administratives pour juger et punir les auteurs et les responsables des crimes commis en Kabylie pendant le printemps 2001 et d'assurer la prise en charge médicale, psychologique et sociale adéquate des personnes gravement blessées par les tirs de gendarmes en 2001 et 2002 dans cette région²⁶.

21. Amnesty International note que les femmes demeurent vulnérables aux violences commises par des acteurs autres que des agents de l'État, dont la violence dans la famille. Depuis décembre 2002, l'Institut national de la santé publique a entrepris des études d'une grande ampleur sur les violences faites aux femmes en Algérie, qui montrent que la violence conjugale reste courante. Il n'existe aucune disposition juridique réprimant spécifiquement la violence dans la famille, notamment le viol conjugal²⁷. En outre, les victimes de violences sexuelles perpétrées par des groupes armés souffrent tout particulièrement du manque de mesures d'accompagnement spécifiques, du caractère infamant attribué par la société au viol et aux autres formes de violence sexuelle et de l'absence d'informations sur les poursuites engagées contre les membres de groupes armés accusés de violences sexuelles²⁸.

22. D'après l'Initiative mondiale pour mettre un terme à tous les châtiments corporels contre les enfants, les châtiments corporels infligés au sein du foyer ne sont pas interdits par la loi. Les enfants jouissent d'une protection restreinte contre les violences et les atteintes en vertu du Code de la famille de 1984, du Code pénal, du Code de procédure pénale de 1966 tel que modifié en 2004 et du Code de procédure civile de 1975 tel que modifié en 1990. Les châtiments corporels sont interdits à l'école. Dans le système pénal, le recours aux châtiments corporels est illégal en tant que peine mais ne semble pas être expressément interdit comme mesure disciplinaire dans les établissements pénitentiaires. La législation applicable est notamment la loi n° 05-04 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus (2005) et l'ordonnance n° 73-3 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence. La législation ne contient aucune disposition interdisant explicitement les châtiments corporels dans les institutions pour enfants nécessitant une protection de remplacement²⁹.

3. Administration de la justice et état de droit

23. La FIDH prend acte de l'adoption de la loi organique n° 04-11 du 6 septembre 2004 portant statut de la magistrature. Malgré quelques avancées notables, cette loi organique est fortement critiquée par les magistrats, notamment par le syndicat national des magistrats. L'article 49 de la loi organique n° 04-11 dispose que les plus hautes fonctions judiciaires spécifiques sont pourvues par décret présidentiel. La FIDH s'inquiète du fait que le Président de la République n'ait aucune obligation de consulter le Conseil supérieur de la magistrature. Cette lacune est de nature à jeter un doute sur l'indépendance des magistrats ainsi nommés selon la FIDH. L'article 288 du Code de procédure pénale prévoit que, lors d'un procès, le procureur peut s'adresser directement aux témoins ou à l'accusé tandis que la défense doit s'adresser au juge qui pose lui-même les questions

aux témoins. Le juge peut refuser de poser une question qui lui a été soumise oralement par la défense, ce qui est contraire au principe de l'égalité des armes et porte atteinte à l'impartialité du juge³⁰. En outre, la FIDH s'inquiète de la compétence dévolue aux tribunaux militaires pour connaître de certaines infractions commises par des civils en temps de paix, notamment en matière d'atteinte à la sûreté de l'État. L'article 68 du Code de justice militaire dispose que «le droit de mettre en mouvement l'action publique appartient, dans tous les cas, au Ministère de la défense nationale»³¹.

24. Amnesty International note qu'en 2006, les autorités algériennes ont adopté des mesures d'amnistie générale dans le cadre de leur politique dite de paix et de réconciliation nationale, le but déclaré étant de tourner la page du conflit. L'ordonnance n° 06-01 portant application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, adoptée le 28 février 2006, dispose que toute plainte déposée contre des éléments des forces de défense et de sécurité, toutes composantes confondues, doit être déclarée irrecevable par l'autorité judiciaire compétente, ce qui confère une immunité totale de poursuites aux individus qui sont responsables de plusieurs milliers d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées et qui ont pratiqué la torture à grande échelle. En outre, ladite ordonnance prévoit que toute personne qui dénonce publiquement les violences commises par les forces de sécurité est passible d'une peine d'emprisonnement³².

25. Amnesty International recommande que l'Algérie abroge les dispositions introduites dans la loi n° 06-01 de février 2006 qui empêchent les organes judiciaires de mener des enquêtes sur les plaintes déposées contre les membres des forces de défense et les personnes collaborant avec elles et qui érigent en infraction le fait d'exprimer librement son opinion sur le comportement des membres des forces de sécurité. Amnesty International recommande en outre que les autorités algériennes ouvrent des enquêtes fouillées, indépendantes et impartiales sur tous les cas de disparition forcée, de détention secrète et de torture qui leur sont signalés et traduisent en justice les auteurs présumés de ces violations. Enfin, Amnesty International suggère que les autorités algériennes veillent à ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture ou de mauvais traitements et recommande que des garanties juridiques soient adoptées à cette fin³³.

26. Le CFDA indique que, à la suite de la promulgation de la loi de concorde civile de 1999 puis de la grâce amnistiant accordée par le Président Bouteflika le 10 janvier 2000, les membres des groupes armés qui ont fait des milliers de victimes ont bénéficié une fois de plus de la grâce prévue dans les textes d'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Tout en reconnaissant la responsabilité des groupes armés dans les atteintes graves aux droits humains, l'ordonnance n° 06-01 portant mise en œuvre de la Charte prévoit l'extinction de l'action publique ou la remise en liberté de tout individu recherché, condamné ou détenu pour des actes de terrorisme.

27. Les personnes inculpées ou condamnées pour avoir «*commis ou (...) été les complices ou les instigatrices des faits de massacres collectifs, de viols ou d'utilisation d'explosifs dans des lieux publics*» sont exclues de ces dispositions et de toute mesure de grâce. Toutefois, elles peuvent bénéficier de mesures de clémence (commutation ou remise de peine) comme le prévoit l'article 19 de l'ordonnance précitée. Or, en réalité, ces catégories de personnes bénéficient également de mesures amnistiantes³⁴.

28. Selon le CFDA, les mesures prévues par la Charte et les textes pertinents, comme auparavant celles prévues dans la loi sur la concorde civile, ont été mises en œuvre sans transparence, sans information, notamment s'agissant du processus de désignation des bénéficiaires de l'extinction de l'action publique. Ceci fait craindre que ces mesures ne soient appliquées de manière

discrétionnaire, d'autant que les critères d'exclusion ne sont pas suffisamment précis pour garantir que les auteurs de certaines violations graves des droits de l'homme seront poursuivis. Enfin, les autorités n'ont pas rendu publics les noms des individus qui ont bénéficié de l'extinction de l'action publique ou de l'amnistie³⁵.

29. Amnesty International indique que, d'après des déclarations faites par la délégation algérienne à la session d'octobre 2007 du Comité des droits de l'homme, quelque 2 500 détenus ont bénéficié de mesures d'amnistie en vertu de l'ordonnance portant application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale³⁶. Selon le CFDA, parmi eux figuraient des chefs connus de groupes armés, emprisonnés depuis plusieurs années, ainsi que des individus condamnés pour des actes de terrorisme commis en Algérie ou à l'étranger. Ainsi, les membres de groupes armés qui n'ont pas encore été jugés et sont soupçonnés de violations graves du droit international des droits de l'homme pourront être exemptés de poursuites aux termes de la loi³⁷.

30. Le CFDA rapporte que les conditions de détention légale sont désastreuses. Les détenus ne sont pas séparés des prévenus ni des mineurs. Chaque détenu dispose en moyenne de 1,89 m² d'espace. À cette promiscuité s'ajoutent d'autres traitements inhumains en prison tels que l'isolement et l'absence de soins médicaux. Grèves de la faim et décès de prisonniers réguliers sont symptomatiques de ces conditions de détention³⁸.

4. Droit au respect de la vie privée, droit de contracter mariage et droit à la vie familiale

31. D'après Amnesty International, l'article 30 du nouveau Code de la famille dispose qu'une femme musulmane ne peut pas épouser un homme non musulman, alors qu'un homme de confession musulmane a le droit de se marier avec une femme non musulmane. Les modifications apportées en 2005 audit code ont introduit de nouvelles restrictions à la pratique de la polygamie, mais un homme a toujours le droit d'avoir plusieurs épouses. La femme doit toujours se marier en présence d'un *wali* (tuteur matrimonial), mais ce dernier peut désormais être une personne de son choix. En outre, le nouveau Code de la famille prévoit qu'en cas de divorce, la garde des enfants revient en priorité à la mère et ce, dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Toutefois, si la mère se remarie, elle est déchuée de son droit de garde. Le Code de la famille tel que modifié prévoit de nouveaux motifs permettant à la femme de demander le divorce, notamment la mésentente entre époux ou la violation des clauses du contrat de mariage. L'épouse peut désormais obtenir le divorce sans le consentement de son conjoint moyennant le versement de dommages et intérêts (dits *khol'a*). L'homme n'est pas tenu d'en verser lorsqu'il demande le divorce. Les dispositions successorales n'ont pas été modifiées par les amendements de 2005 au Code de la famille et les filles du défunt ont toujours droit à une seule part de l'héritage, contre deux pour les fils³⁹.

32. L'Association lesbienne et gaie internationale (ILGA) relève dans un rapport établi conjointement avec d'autres organisations non gouvernementales qu'en Algérie, les actes homosexuels entre personnes consentantes continuent d'emporter des sanctions pénales. L'article 338 du Code pénal (ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966) prévoit les dispositions suivantes: «Tout coupable d'un acte d'homosexualité est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2 000 dinars. Si l'un des auteurs est mineur de 18 ans, la peine à l'égard du majeur peut être élevée jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 10 000 dinars d'amende.»⁴⁰.

5. Liberté de religion et de conviction, d'expression, d'association et de réunion pacifique

33. Le *European Centre for Law and Justice* (ECLJ) entend attirer l'attention sur la loi n° 06-09 du 17 avril 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-03 du 28 février 2006 fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulman. Cette loi soumet les personnes de religion autre que musulmane à un régime général d'autorisation administrative préalable ainsi qu'à de strictes interdictions, dont la violation est passible d'une peine d'emprisonnement allant d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 dinars. Cette loi est incompatible avec les engagements internationaux de l'Algérie et avec sa propre Constitution, qui garantit notamment la liberté de conscience, la non-discrimination ainsi que la liberté d'expression, d'association et de rassemblement⁴¹.

34. Reporters sans frontières (RSF) souligne que le Code de la presse prévoit toujours des peines de prison – notamment pour toute «mise en cause du Président de la République dans des termes injurieux, insultants ou diffamatoires». Par ailleurs, l'ordonnance promulguée en février 2006, portant application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale prévoit que des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et des amendes peuvent être imposées à tout individu qui, «par ses déclarations, écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale, pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, nuire à l'honorabilité de ses agents qui l'ont dignement servie, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international»⁴².

35. La FIDH note que, depuis 2001, on ne compte plus les journalistes algériens accusés de diffamation et condamnés par les tribunaux⁴³. En 2005, au moins 114 plaintes contre la presse ont été enregistrées. Elles se sont soldées par une centaine de condamnations à des peines de prison ferme ou avec sursis et à des amendes. Si, en mai 2006, le Président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika, a gracié les journalistes condamnés pour «diffamation» et «outrage à institution et corps constitués», cette mesure n'a pas mis fin à la répression de la presse algérienne. Les médias ont continué, en 2006 et 2007, à être poursuivis et craignent toujours d'être contraints à la fermeture par une décision de justice⁴⁴.

36. Selon RSF, les articles traitant des pratiques de corruption dans les régions ou de l'état de santé du Président Bouteflika peuvent toujours conduire les journalistes au poste de police. L'autocensure s'est généralisée au sein de la presse algérienne, pourtant considérée jusque-là comme l'une des plus libres du monde arabe. Les patrons de presse, accablés par des procès en série, censurent eux-mêmes leurs journalistes pour s'éviter d'autres problèmes avec la justice. Par ailleurs, l'État contrôle 80 % de la manne publicitaire, essentielle à la survie d'un média. Seuls les journaux proches du pouvoir ou tout au moins conciliants envers les autorités se voient octroyer des parts de ce marché⁴⁵.

37. RSF recommande aux autorités algériennes de dépénaliser les délits de presse et de réformer le Code de la presse afin qu'il garantisse la protection nécessaire aux professionnels des médias. RSF recommande aussi aux autorités algériennes de mettre en place des mesures de protection des correspondants régionaux menacés par des organisations criminelles locales⁴⁶.

38. La FIDH note que le champ audiovisuel demeure un monopole public et fait figure d'instrument de propagande au service du pouvoir politique en place. Une seule chaîne télévisée algérienne existe, ce qui par définition réduit fortement le pluralisme de l'information. Le pouvoir politique ne permet pas à ceux qui sont critiques à son égard de s'exprimer sur les ondes radio ou sur l'unique chaîne de télévision, sauf à l'occasion de certaines élections, lorsque la loi

oblige à accorder aux partis politiques et/ou aux candidats un temps de parole. Cette restriction est d'autant plus grave qu'une proportion non négligeable de la population est analphabète et n'a, de ce fait, pas accès à la presse écrite⁴⁷.

39. RSF constate que l'Internet jouit d'une liberté presque entière et se révèle être un moyen efficace pour contourner la censure gouvernementale. Cependant, les journalistes soupçonnent une possible surveillance de leurs correspondances électroniques. L'article 14 d'un décret sur les télécommunications promulgué en 1998 stipule que les fournisseurs d'accès à l'Internet «doivent assumer les responsabilités du contenu des pages et des serveurs de données qu'ils gèrent ou qu'ils hébergent». Surtout, il leur est demandé «de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer une surveillance constante du contenu et des serveurs accessibles à leurs abonnés», «afin d'empêcher l'accès aux serveurs contenant des informations contraires à l'ordre public et à la morale». Aucun cas de censure de l'Internet n'a cependant été signalé depuis l'adoption de ce décret⁴⁸.

40. La FIDH constate que, depuis l'instauration de l'état d'urgence, de nombreuses associations et syndicats rencontrent d'importantes difficultés tant pour être reconnus au niveau local, régional et national que pour mener leurs activités. Alors que l'article 7 de la loi n° 90-31 sur les associations ne prévoit qu'un régime déclaratif pour la création d'une association, hormis pour les associations étrangères, la pratique instaurée par les autorités fait de l'agrément une obligation. Bien que la loi ne fasse pas mention d'un agrément en tant que tel, il semblerait qu'en pratique de tels agréments sont réclamés à chaque démarche et notamment pour l'ouverture d'un compte bancaire. En outre, il n'est pas rare que les associations n'obtiennent pas le récépissé d'enregistrement, même après les soixante jours de délai légal. Enfin, les obstacles administratifs et juridiques restreignent les capacités de fonctionnement et empêchent d'obtenir toute subvention à l'intérieur de l'Algérie. En matière de financement, s'agissant des aides provenant de l'étranger, selon l'article 28, alinéa 2 de la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990, seul le Ministre de l'intérieur peut juger si elles sont admissibles⁴⁹.

41. Selon la FIDH, les manifestations et réunions pacifiques ont toujours été contrôlées par les autorités et, depuis la promulgation de l'état d'urgence, elles ont été réprimées sévèrement. En 2001, le paroxysme de la répression à l'encontre des manifestants a été atteint à la suite des événements qui se sont organisés en soutien à la Kabylie cette même année. Depuis lors, selon la FIDH, il règne une loi tacite selon laquelle il est interdit de manifester. Le paysage médiatique a été confisqué par le pouvoir tout comme la rue et les salles de réunion. Le CFDA et SOS Disparus, qui avaient lancé une campagne de protestation en exprimant leurs craintes concernant les graves atteintes aux droits fondamentaux contenues dans la Charte, ont été rapidement empêchés d'agir par les autorités⁵⁰.

42. La FIDH constate que, lors de son élection au nouveau Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, le 9 mai 2006, l'Algérie a déclaré qu'elle prendrait plusieurs engagements en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme, notamment «en plaidant pour un traitement égal des droits de l'homme [...] et [en privilégiant] le dialogue et la concertation». Bien que l'article 33 de la Constitution algérienne du 28 novembre 1996 garantisse le droit de défendre les droits fondamentaux de l'homme et les libertés individuelles et collectives, les autorités algériennes pratiquent une répression permanente des défenseurs des droits de l'homme, qu'ils agissent collectivement (associations, partis politiques) ou à titre individuel (avocats, journalistes, etc.)⁵¹.

43. D'après le CMA, la réforme du Code pénal (mai 2001) porte gravement atteinte à la liberté d'expression dans la mesure où de lourdes peines d'amende et de prison sanctionnent désormais «toute personne coupable d'injure, d'insulte ou de diffamation à l'encontre du Président de la

République et des institutions de l'État», sans que ces notions soient clairement et précisément définies⁵². De plus, le décret sur l'état d'urgence donne au Ministre de l'intérieur et aux *walis* (gouverneurs de régions) des pouvoirs considérables leur permettant d'interdire toute manifestation. Même les activités culturelles et scientifiques sont interdites lorsqu'elles sont organisées par des associations indépendantes⁵³. Le CMA recommande aux membres du Conseil des droits de l'homme de demander au Gouvernement algérien de reconnaître constitutionnellement à tout Algérien une réelle liberté de croyance et de conscience⁵⁴.

6. Droit à un niveau de vie suffisant

44. Le CMA ajoute que, de par ses caractéristiques de région montagneuse, boisée et proche d'Alger (50 km), la Kabylie est utilisée comme lieu de refuge par les groupes islamistes armés (GIA). Afin de les en déloger, d'après de nombreux témoignages d'habitants de la région, les militaires mettent volontairement le feu aux forêts de la région. En 2007, des milliers d'hectares ont ainsi été incendiés, notamment dans les massifs de Yakouren et de Sidi-Ali-Bounab, détruisant les plantations d'oliviers, de figuiers et de châtaigniers et d'autres ressources naturelles⁵⁵. Le CMA recommande aux membres du Conseil des droits de l'homme de demander au Gouvernement algérien d'indemniser les paysans kabyles dont les champs ont été brûlés par l'armée algérienne et de permettre aux populations locales d'avoir équitablement accès à leurs ressources naturelles, notamment à l'eau⁵⁶.

7. Droits de l'homme et lutte contre le terrorisme

45. D'après Amnesty International, la définition des infractions liées au terrorisme est tellement large qu'elle permet la répression de l'exercice pacifique de certains droits civils et politiques. Aux termes de l'article 87 *bis* du Code pénal, la définition du terrorisme couvre les actes susceptibles entre autres, de menacer la sécurité de l'État, l'intégrité territoriale et le fonctionnement normal des institutions en portant atteinte à la vie et aux biens. Ces dispositions vagues sont interprétées de telle façon qu'elles englobent l'exercice pacifique des droits civils et politiques⁵⁷.

III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES

46. [Sans objet]

IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS

47. Amnesty International indique qu'en 2005, les autorités algériennes ont pris des mesures encourageantes pour mettre fin à la discrimination contre les femmes en adoptant des amendements au Code de la famille et au Code de la nationalité. Conformément au Code de la famille ainsi modifié, les femmes ne sont plus légalement tenues d'obéir à leur mari et désormais, les devoirs incombant aux conjoints sont les mêmes pour les femmes et pour les hommes⁵⁸.

48. Amnesty International se félicite des mesures encourageantes qui ont été prises dans le sens de l'abolition de la peine de mort, en particulier les modifications apportées en 2006 au Code pénal pour réduire le nombre d'infractions emportant la peine capitale⁵⁹.

V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

49. [Sans objet]

Notes

¹ The following stakeholders have made a submission (all original submissions are available in full text on: www.ohchr.org):

Amnesty International* (AI);

Algeria-Watch (AW);

Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA);

Congrès Mondial Amazigh (CMA);

European Centre for Law and Justice* (ECLJ);

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme* (FIDH);

Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (GIECPC);

ILGA (Abu Nawas, International Lesbian and Gay Association, ILGA-Europe*, Pan African ILGA, Coalition of African Lesbians, The Rainbow Project, International Gay and Lesbian Human Rights Commission and ARC International);

Al Karama for Human Rights* (KHR);

Reporters sans Frontières* (RSF).

NOTE: Organisations with * have consultative status at ECOSOC.

² KHR, UPR Submission, November 2007, p.3. See also Algeria Watch, UPR Submission, 20 November 2007, p.1.

³ FIDH, UPR Submission, November 2007, p.3.

⁴ FIDH, p.3.

⁵ AI, UPR Submission, November 2007, p.2.

⁶ AI, p. 5.

⁷ CMA, p.1.

⁸ CMA, p.1.

⁹ CMA, p.6.

¹⁰ AI, p.1.

¹¹ AI, p.3.

¹² KHR, p.5-6.

¹³ KHR, p.5.

¹⁴ CFDA, UPR Submission January 2008, p.4. For information on individual cases see KHR, p.6.

¹⁵ KHR, p.5; see also CFDA, , p.6.

¹⁶ AI, p.3; see also CFDA, p.6.

¹⁷ AI, p.3; see also CFDA, p.5. For information on individual cases see KHR, p.4; CFDA, p.5.

¹⁸ AI, p.4.

¹⁹ AI, p.5

²⁰ CFDA, p.5.

²¹ AI, p.4.

²² CFDA, p.6; see also KHR, p.4.

²³ KHR, p.4.

²⁴ CMA, p.6.

²⁵ CMA, p.2.

²⁶ CMA, p.6.

²⁷ AI, p.5.

²⁸ AI, p.2 ; see also CFDA, p.5.

²⁹ GIECPC, UPR Submission, November 2007, p.2.

³⁰ FIDH, p.2.

³¹ FIDH, p. 3.

³² AI, p.2.; see also CFDA, p.3; CMA, p.3.

³³ AI, p.5

³⁴ CFDA, p.4.

³⁵ CFDA, p.4.

³⁶ AI, p.2.

³⁷ CFDA, p.4.

³⁸ CFDA, p.6.

³⁹ AI, p.1; see also CMA, p.3.

⁴⁰ ILGA, UPR Submission, p. 1.

⁴¹ ECLJ, UPR Submission, November 2007, p.1-2.

⁴² RSF, UPR Submission, November 2007, p.1.

⁴³ FIDH, p.4; see also AI, p.4, as well as for information on individual cases.

⁴⁴ FIDH, p.4-5.

⁴⁵ RSF, p.1.

⁴⁶ RSF, p. 2.

⁴⁷ FIDH, p.4.

⁴⁸ RSF, p.2.

⁴⁹ FIDH, p. 5.

⁵⁰ FIDH, p.5-6; see also Algeria Watch, p.5 and CFDA, p.3; as well as for information on individual cases.

⁵¹ FIDH, p.6; see also for information on individual cases.

⁵² CMA, p.3.

⁵³ CMA, p.2.

⁵⁴ CMA, p.6.

⁵⁵ CMA, p.3.

⁵⁶ CMA, p.6.

⁵⁷ AI, p.3.

⁵⁸ AI, p.1.

⁵⁹ AI, p.1.



General Assembly

Distr.
GENERAL

A/HRC/WG.6/1/DZA/3
6 March 2008

ENGLISH
Original: ENGLISH/FRENCH

HUMAN RIGHTS COUNCIL
Working Group on the Universal Periodic Review
First session
Geneva, 7-18 April 2008

SUMMARY PREPARED BY THE OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR
HUMAN RIGHTS, IN ACCORDANCE WITH PARAGRAPH 15(C) OF THE
ANNEX TO HUMAN RIGHTS COUNCIL RESOLUTION 5/1*

Algeria

The present report is a summary of nine stakeholders' submissions¹ to the universal periodic review. It follows the structure of the general guidelines adopted by the Human Rights Council. It does not contain any opinions, views or suggestions on the part of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), nor any judgement or determination in relation to specific claims. The information included herein has been systematically referenced in endnotes and, to the extent possible, the original texts have not been altered. Lack of information or focus on specific issues may be due to the absence of submissions by stakeholders regarding these particular issues. The full texts of all submissions received are available on the OHCHR website. The periodicity of the review for the first cycle being four years, the information reflected in this report mainly relates to events that occurred after 1 January 2004.

* The present document was not edited before being sent to the United Nations translation services.

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

A. Constitutional and legislative framework

1. Al Karama for Human Rights (KHR) notes that, according to the Algerian Constitution, a state of emergency can be decreed only for a specific period of time and can be extended only with parliamentary approval. The state of emergency declared on 9 February 1992 was extended indefinitely one year later. According to the Algerian authorities, it “does not impede the ongoing democratic process, and the exercise of fundamental rights and freedoms continues to be guaranteed”. KHR reports that an eminent jurist in Algeria, who had been appointed by the President of the Republic to conduct an inquiry into the events in Kabylia in 2001, concluded that the arrangements currently in place give sweeping powers to the military authorities so that the state of emergency is sliding towards a full-scale state of siege.²

B. Institutional and human rights structure

2. The International Federation for Human Rights (FIDH) notes with surprise that the only national body tasked with the promotion and protection of human rights, the National Consultative Commission for the Promotion and Protection of Human Rights (CNCPPDH), has never published an annual report on its activities. Yet article 7, paragraph 2, of Presidential Decree No. 01-71 of 25 March 2001 establishing the Commission stipulates that it shall publish its “annual report on the human rights situation” two months after communicating the report to the President of the Republic. With regard to the ad hoc grouping set up temporarily within CNCPPDH by Presidential Decree No. 03-299 of 11 September 2003 to “look into the applications for tracing any person reported missing by a family member”, the general report in question was duly submitted to the President of the Republic, according to press statements by the Chairperson of CNCPPDH, but was never made public.³

3. With regard to the human rights situation in Algeria, FIDH queries the very limited number of communications before the United Nations Human Rights Committee. According to FIDH, this situation reflects the very limited availability of information regarding international human rights law in Algeria, contrary to what the authorities appear to claim. Again according to FIDH, it is revealing in this connection that CNCPPDH, set up in 2001 as the successor to the National Human Rights Observatory, still has no website or any regular wide-circulation publication.⁴

C. Cooperation with Special Procedures

4. According to Amnesty International (AI), the Algerian authorities have failed to cooperate with UN human rights mechanisms. The Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Working Group on enforced or involuntary disappearances have all been unable to conduct investigations in Algeria since they first requested access to the country, in 1997, 1998 and 2000, respectively.⁵

II. PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS ON THE GROUND

A. Implementation of international human rights obligations

1. Equality and non discrimination

5. Legal discrimination against women, according to AI, remains entrenched, particularly in the Family Code in spite of the recent adoption of amendments, which should increase the level of

equality. AI recommended that Algeria repeal or amend laws which discriminate against women in order to ensure equality between women and men and criminalize offences related to domestic violence, including marital rape.⁶

6. According to the Amazigh World Congress (CMA), the Amazighs account for about one third of the total population, i.e. some ten million people living mainly in the regions of Kabylia, Aurès, Chenoua and M'zab and, in the case of the Tuareg component, in the Sahara. Since the country became independent in 1962, Algerian Constitutions have regularly restated the same definition of the nation, based solely on the Arab and Islamic components and hence excluding the Amazigh component. CMA notes that the present Constitution (in force since 1996) has introduced a reference in its preamble to *Amazighness*, alongside *Islam* and *Arabness*, as basic components of Algerian identity, but characterizes Algeria as a “land of Islam ... and an Arab country”. Articles 2 and 3 stipulate respectively that “Islam is the religion of the State” and that “Arabic is the national and official language”.⁷

7. CMA reports that after the uprising of the Kabyle people in April 2001, an article 3 *bis* stating that “Tamazight is also a national language” was added to the Algerian Constitution. In 2005, the Government established the Amazigh Language Institute and in 2007 the Higher Council of the Amazigh Language. Yet no tangible progress has been made in, for instance, Amazigh language teaching or promotion of the Amazigh language in the administration and the public media. In practice, according to CMA, Amazigh history and civilization, spanning several millennia, remain eclipsed, denied and rejected.⁸ CMA recommends to the members of the Human Rights Council that they call on the Algerian Government to recognize the Amazigh people of Algeria.⁹

2. Right to life, liberty and security of the person

8. AI notes that Algeria continues to be affected by the legacy of the internal conflict and an overwhelming lack of investigations into the crimes committed by all parties to the conflict. These include large-scale unlawful killings, including extrajudicial executions, abductions, enforced disappearances, torture, including rape, other ill-treatment, and secret and arbitrary detentions. Some of these crimes may constitute crimes against humanity under international law.¹⁰

9. AI notes that the level of violence has decreased by comparison with the 1990s, when Algeria was gripped by internal conflict and when as many as 200,000 people are believed to have been killed at the hands of both armed groups and Government security forces. However, there are still reports of unlawful killings, according to AI, which reports that in 2007, civilians were deliberately targeted and killed in bomb attacks for which an armed group, the Salafist Group for Preaching and Combat (renamed as the al-Qa'ida Organization in the Islamic Maghreb in January 2007), claimed responsibility. There have also been killings of alleged armed group members by Algerian military forces, including some carried out in the context of search operations and attacks, which may have been extrajudicial executions, AI stated.¹¹

10. According to KHR, in the early 1990s summary executions took place daily in neighbourhoods that were known to support the Islamic Salvation Front (FIS). From 1996 onwards, large-scale massacres began to occur, reaching a climax in 1997-1998 with the killings of Rais, Bentalha, Sidi Youcef, Relizane and other places. According to KHR, the Government has consistently refused to carry out investigations to identify the perpetrators and instigators of these massacres on the ground that they were known to be members of terrorist groups. As a result, responsibility has never been established and serious questions persist as to the role of the Department for Information and Security (DRS) and the army in these mass crimes.¹²

11. KHR adds that the Algerian State is endeavouring, through the legal provisions introduced by the so-called national reconciliation order, to bring to a close the issue of responsibility of the perpetrators of crimes such as forced disappearance by according them a legal amnesty. This order invites the families of victims to apply for compensation but, according to KHR, in order to obtain redress they must endure humiliating administrative and judicial procedures requiring them, for instance, to testify that their relative died while serving in the ranks of terrorist groups. The associations of families of the disappeared, from which the authorities have withheld administrative approval, continue to assert their right to learn the fate of their relatives, despite being periodically targeted by repressive measures.¹³

12. According to the Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (Collective of Families of the Disappeared in Algeria) (CFDA), forced disappearances are still resorted to by law enforcement agencies, DRS officers, the police and the gendarmerie. Since 2004 a number of persons have disappeared for several months before being arraigned before the Public Prosecutor's Office. This year (2007), at least three persons are still reported missing since their arrest several months ago by state officers.¹⁴

13. It is a well-known fact, according to KHR, that for almost a decade all branches of the Algerian security services, DRS officers, soldiers, the national gendarmerie, the police and paramilitary forces were responsible for massive and systematic arbitrary arrests of civilians followed by their disappearance. Almost a thousand cases were submitted by KHR to the United Nations Working Group on Arbitrary Detention. None of these cases has yet been clarified by the Algerian authorities. According to KHR, the Algerian State has been compelled, after several years of systematic denial, to acknowledge the existence of this phenomenon; it has officially admitted that 6,146 cases were attributable to its officials but places the blame on individual dereliction of duty. The Algerian State refuses to investigate these crimes and to prosecute and punish the perpetrators, resorting, for instance, to the slogan "the State is responsible but not guilty".¹⁵

14. AI stated that in most cases, arrests are reportedly carried out by plain-clothes officers of the DRS who do not identify themselves and do not inform the suspects or their families of the reasons for their arrest. Once in custody, detainees are not informed of their right to communicate immediately with their families, or of their right to or submitted to a medical examination at the end of *garde à vue*, which by law can last up to 12 days. In practice, AI notes that detainees are sometimes held in *garde à vue* for months or even years. The families of those arrested are generally not informed of detentions by the DRS, of transfers to DRS custody, or of the place of detention, despite repeated attempts to establish the whereabouts of their loved ones. While detainees are held by the DRS, families are not able to communicate with them or to visit them. These practices violate Article 51 *bis* of the Code of Criminal Procedure, which states that the arresting officers have to inform anyone who is taken into detention of their rights during *garde à vue*. The following article (Article 51 *bis* 1) provides that those held in *garde à vue* must be given all means to communicate immediately with their family and to receive visits from them. Families and lawyers of individuals thought to be held by the DRS who have contacted the public prosecutor to inquire about them, report that they were unable to receive official confirmation that the individuals had been taken into detention, indicating a lack of oversight of detention in terrorism related cases by the public prosecutor.¹⁶

15. AI stated that the DRS continue to be responsible for secret detentions and to commit torture with impunity. A body of evidence gathered by human rights activists, victims of human rights

violations and their families, points to the responsibility of DRS agents for systematic torture, large-scale extrajudicial executions and enforced disappearances of alleged sympathizers of Islamist groups in the 1990s.¹⁷

16. Testimonies from ex-DRS detainees suggest that suspects are usually held in army barracks operated by the DRS, such as the Antar barracks in the Hydra district of Algiers, according to information provided by AI. These are not officially recognized places of detention and are not inspected by the public prosecutor, or other bodies independent of the military. It is when detainees are held incommunicado that they are most at risk of torture and ill-treatment. AI has received dozens of allegations of torture and ill-treatment of detainees held by the DRS.¹⁸ AI recommended that the authorities take immediate steps to ensure that officers of the DRS, who routinely violate legal safeguards in arrest and detention, no longer carry out such functions and are no longer allowed to exercise judicial police functions.¹⁹

17. CFDA notes that the procedure governing arrest and detention is permissive to the point of encouraging the practice of torture. The maximum period of police custody laid down in article 51 of the Code of Criminal Procedure allows the authorities to keep an arrested person in custody for at least 12 days, during which detainees are at the mercy of officials who can act with complete impunity. The risk of torture or ill-treatment is rendered all the greater during the 12-day period by the fact that the person in custody is denied the right to consult a lawyer. CFDA emphasizes that authorization by the Prosecutor, as required by law, is rarely obtained prior to the extension of police custody.²⁰

18. In 2004, the Algerian Penal Code was amended to define torture explicitly as a crime. However, AI is not aware of any case where a DRS or other security officer has been prosecuted for alleged acts of torture or other ill-treatment, before or after the 2004 amendment.²¹ Moreover, no provision of Algerian legislation precludes the admissibility of evidence obtained by torture. It follows that persons are sentenced on the basis of statements made under torture.²²

19. According to KHR, confessions extracted by torture are reflected in records that the persons concerned are required to sign without having read them. At the end of the period of incommunicado detention, they are very frequently compelled to sign a statement in which they must pretend to have been well treated. Afterwards, victims rarely have the courage to report torture or ill-treatment, even to the investigating judge. Judicial practice shows that the courts usually take on board the records of preliminary investigations by the security services, even in cases where the accused claim to have been subjected to torture and ill-treatment. Incommunicado detention for extended periods also makes it easier to remove all traces of abuse.²³

20. CMA recommends to the members of the Human Rights Council that they call on the Algerian Government to recognize the State's responsibility for violations committed by law enforcement officers and to award compensation for all injuries suffered by victims of abuse by State agents.²⁴ According to CMA, the climate of terror created by the State's law enforcement agencies, especially in Kabylia, and the fear of reprisals, especially since the declaration of a state of emergency in 1992, deters citizens from filing complaints and speaking out about the violence they have suffered.²⁵ CMA recommends, in particular, to the members of the Human Rights Council that they call on the Algerian Government to take legislative and administrative steps to bring to justice and punish the perpetrators and instigators of crimes committed in Kabylia in spring 2001, and to ensure adequate medical, psychological and social care for persons who were seriously wounded by gendarme gunfire in the same region in 2001/2002.²⁶

21. AI notes that women remain vulnerable to violence by non-state actors, including domestic violence. The National Institute for Public Health has initiated major studies on violence against women in Algeria since December 2002, which shows that acts of violence by husbands against their wife remain prevalent. There are no specific legal provisions criminalizing domestic violence, including marital rape.²⁷ Moreover, victims of sexual violence at the hands of armed groups have suffered in particular from a lack of specific measures of rehabilitation, the social stigma attached to rape and other forms of sexual violence, and a lack of information regarding prosecution of armed group members on sexual violence charges.²⁸

22. According to the Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (GIECPC), in the home corporal punishment is not prohibited by law. Children have limited protection from violence and abuse under the Family Code (1984), the Penal Code, the Code of Criminal Procedure (1966, amended 2004) and the Code of Civil Procedure (1975, amended 1990). Corporal punishment is prohibited in schools. In the penal system, it is unlawful as a sentence for crime, but there appears to be no explicit prohibition of its use as a disciplinary measure in penal institutions. Applicable law includes Law No. 05-04 on the structural code of the penitentiary organization and the social rehabilitation of convicts (2005) and Ordinance No. 73-3 relating to the protection of children and young persons. There is no explicit prohibition of corporal punishment in alternative care settings.²⁹

3. Administration of justice and the rule of law

23. FIDH takes note of the adoption of Judiciary Organization Act No. 04-11 of 6 September 2004. Apart from some tangible improvements, the Act has been heavily criticized by judges, in particular by the National Judges Association. Article 49 of Act No. 04-11 provides that the highest judicial offices shall be filled by presidential decree. FIDH is concerned that the President of the Republic is not under any obligation to consult the Higher Judiciary Council. This flaw is likely to cast doubt on the independence of judges who are so appointed, according to FIDH. Article 288 of the Code of Criminal Procedure allows the prosecutor, during judicial proceedings, to direct questions directly to witnesses or the accused, whereas the defence is required to address the judge, who then questions the witnesses. The judge may refuse to ask a question raised orally by the defence, which constitutes a breach of the principle of equality of arms and undermines the impartiality of the judge.³⁰ FIDH is also concerned about the jurisdiction of military courts to deal with certain offences committed by civilians in peacetime, for instance offences against State security. Article 68 of the Code of Military Justice stipulates that “the authority to institute criminal proceedings is vested, in all cases, in the Ministry of National Defence”.³¹

24. AI noted that the authorities introduced blanket amnesty measures in 2006, as part of their policy of “peace and national reconciliation”, with the stated aim of turning the page on the conflict. The Decree Implementing the Charter for Peace and National Reconciliation (Law 06-01), adopted on 28 February 2006, declared that any complaint against the security forces, and those who acted in conjunction with them, would be inadmissible in courts, so conferring complete immunity for the perpetrators of thousands of extrajudicial executions, enforced disappearances and widespread torture. Moreover, the same Decree threatened with imprisonment those who speak out about abuses by the security forces.³²

25. AI recommended that Algeria repeal legal provisions introduced in Law 06-01 of February 2006, which prevent courts from investigating complaints against the security forces and those who act in concert with them, and which criminalizes free expression and debate about the conduct of the security forces. AI also recommended that Algeria should also open full, independent

and impartial investigations into all cases of enforced disappearance, secret detention and torture, which are brought to their attention, and should bring to justice those responsible for such human rights violations. Finally, AI suggests that Algerian authorities should ensure that any statement, which is established to have been made as a result of torture or ill-treatment, is not invoked as evidence in any proceedings, except against a person accused of torture or ill-treatment. It recommends that legal safeguards be introduced to this effect.³³

26. CFDA reports that, after the enactment of the Civil Concord Act in 1999 and the granting of an amnesty by President Bouteflika on 10 January 2000, members of armed groups whose actions had claimed thousands of victims benefited yet again from the pardon prescribed by the regulations governing implementation of the Charter for Peace and National Reconciliation. While acknowledging the responsibility of the armed groups for serious human rights violations, Decree No. 06-01 implementing the Charter provides for the termination of criminal proceedings or the release of any individual sought, convicted or detained for terrorist acts.

27. Persons charged with or convicted of having “*committed or (...) aided and abetted or instigated mass killings, rape or the use of explosives in public places*” are barred by the provisions from being granted a pardon. However, they may benefit from measures of clemency (commutation or remission of sentence), in accordance with the terms of article 19 of the above-mentioned Decree. In practice, however, persons in these categories also benefit from amnesty measures.³⁴

28. According to CFDA, the measures prescribed by the Charter and its implementing regulations, just like those previously prescribed by the Civil Concord Act, have been implemented without transparency or information, for instance regarding the procedure whereby the beneficiaries of the termination of criminal proceedings are designated. It is therefore feared that such measures may be applied in a discretionary manner, especially since the exclusion criteria are not sufficiently precise to ensure that the perpetrators of certain serious human rights violations will be prosecuted. Moreover, the authorities have not published the names of individuals who have benefited from the termination of criminal proceedings or have been granted an amnesty.³⁵

29. AI reports that according to the Algerian delegation to the UN Human Rights Committee session in October 2007, some 2,500 detainees benefited from amnesty measures under the Decree Implementing the Charter for Peace and National Reconciliation.³⁶ According to CFDA, they included known leaders of armed groups, who had been imprisoned for several years, and individuals convicted of terrorist acts committed in Algeria or abroad. It follows that members of armed groups who have not yet been tried and are suspected of having committed serious violations of international human rights law may be exempt from prosecution.³⁷

30. CFDA reports that the conditions of those legally detained are disastrous. Convicted prisoners are not segregated from remand prisoners or minors. Each detainee has, on average, 1.89 m² of space. This overcrowding is compounded by other forms of inhuman treatment in prison such as solitary confinement and lack of medical care. Regular hunger strikes and prisoner deaths are symptomatic of these conditions of detention.³⁸

4. Right to privacy, marriage and family life

31. According to AI, Article 30 of the new Family Code prohibits marriage between a Muslim female and a non-Muslim male, whereas a Muslim man may marry a non-Muslim woman. The 2005 amendments have brought further restrictions on the practice of polygamy, although the right of a man to marry more than one woman has been maintained in law. A woman still needs the presence of a *wali* (matrimonial tutor or guardian) at her marriage, although the *wali* can now be a

person of her choice. Furthermore, under the new Family Code, the custody of children, in case of divorce, now falls first to the mother with a view to ensuring the best interests of the child. However, if the mother remarries, she loses the custody of her children. The new Code also gives women more grounds to demand a divorce, for instance disagreement between the spouses or violation of the clauses of the marriage contract. A woman may now obtain a divorce without the consent of her husband by paying financial reparation (*khol'a*). Men are not obliged to pay financial reparation when requesting a divorce. Inheritance has been left untouched by the 2005 amendments to the Family Code and daughters receive one part for every two parts received by sons.³⁹

32. The International Lesbian and Gay Association (ILGA), in a joint submission with others, noted that Algeria maintains criminal sanctions against consensual same-sex activity. Article 338 of Algeria's Penal Code (Ordinance 66-156 of June 8, 1966) provides that: "Anyone found guilty of a homosexual act shall be punished with imprisonment for two months to two years and a fine of 500 to 2,000 Algerian dinars. If one of the perpetrators is a minor of less than 18 years of age, the penalty applicable to the adult may be increased to imprisonment for up to three years and a fine of up to 10,000 Algerian dinars."⁴⁰

5. Freedom of religion and belief, expression, association and peaceful assembly

33. The European Centre for Law and Justice (ECLJ) draws attention to Act No. 06-09 of 17 April 2006 adopting Order No. 06-03 of 28 February 2006, which lays down the conditions and rules applicable to religious worship by non-Muslims. The Act subjects persons who profess a religion other than Islam to a general regime of prior administrative authorization and to strict prohibitions on pain of imprisonment for one to five years and payment of a fine of between 100,000 and 1,000,000 Algerian dinars. The Act breaches Algeria's international obligations and its own Constitution, which guarantees, inter alia, freedom of conscience, non-discrimination, and freedom of expression, association and assembly.⁴¹

34. Reporters sans Frontières (Reporters without Borders) (RSF) notes that the Press Code still provides for custodial penalties, for instance for any "injurious, insulting or defamatory criticism of the President of the Republic". Moreover, the Decree adopted in February 2006 Implementing the Charter for Peace and National Reconciliation stipulates that penalties of five years' imprisonment and fines shall be imposed on any individual who, "by statements, writings or any other act, uses or exploits the wounds inflicted by the national tragedy to attack the institutions of the People's Democratic Republic of Algeria, to sully the honour of the officials who have served it with dignity, or to tarnish Algeria's international image".⁴²

35. FIDH notes that since 2001 innumerable Algerian journalists have been charged with defamation and convicted by the courts.⁴³ In 2005 at least 114 press-related cases were recorded. They resulted in about one hundred affirmative or suspended prison sentences and fines. Although the President of the Republic of Algeria, Abdelaziz Bouteflika, pardoned journalists convicted of "defamation" and "insulting institutions and bodies corporate" in May 2006, this step did not put an end to repressive action against the Algerian press. The media continued to be prosecuted in 2006 and 2007 and still fear that they may be closed down by a court decision.⁴⁴

36. According to RSF, journalists who write articles dealing with corrupt practices in the regions or with President Bouteflika's state of health may still end up in the police station. Self-censorship has become the general rule in the Algerian press, which had previously been rated as among the freest in the Arab world. Faced with the cumbersome prospect of multiple court cases, press chiefs censor their own journalists to avoid further legal disputes. Moreover, the State controls 80 per cent

of advertising expenditure, which is vital for the survival of any media company. Only newspapers that are close to the authorities or that at least adopt a conciliatory approach to them are granted shares of this market.⁴⁵

37. RSF recommends to the Algerian authorities that they decriminalize press offences and amend the Press Code so that media professionals are guaranteed the necessary protection. RSF also recommends to the Algerian authorities that they take steps to protect regional correspondents who are threatened by local criminal organizations.⁴⁶

38. FIDH notes that the audiovisual media remain a public monopoly and serve as a propaganda tool for the ruling regime. There is only one Algerian television channel, which as a matter of course severely restricts pluralism of information. The authorities do not allow those who are critical of them to air their views on the radio stations or the single television channel, except when they are required by law to provide airtime to political parties and/or candidates in the case of certain elections. The seriousness of this restriction is compounded by the fact that a significant proportion of the population is still illiterate and is therefore without access to the print media.⁴⁷

39. RSF notes that the Internet is almost completely unregulated and serves as an effective means of circumventing Government censorship. However, journalists suspect that their electronic correspondence may be monitored. Article 14 of a Telecommunications Decree promulgated in 1998 stipulates that Internet service providers “must assume responsibility for the content of the websites and data servers that they administer or host”. They are required, in particular, “to take all necessary measures to ensure constant surveillance of the content and of the servers to which their subscribers have access”, the aim being “to prevent access to servers containing information that is contrary to public order (*ordre public*) and morals”. However, no case of Internet censorship has been reported since the adoption of this Decree.⁴⁸

40. According to FIDH, many associations and trade unions have encountered major difficulties since the declaration of the state of emergency in terms of both securing recognition at the local, regional and national level and implementing their activities. While article 7 of Act No. 90-31 on associations makes the establishment of an association, except in the case of foreign associations, subject only to a declaratory regime, the practice introduced by the authorities has turned approval into an obligation. Although the law makes no mention of approval as such, it seems that in practice such approval is demanded at each stage and, in particular, for the opening of a bank account. Moreover, associations quite frequently fail to obtain acknowledgement of registration, even after the legally prescribed period of 60 days. Lastly, administrative and legal impediments hamper operational capacity and preclude access to any subsidy within Algeria. With regard to funding, article 28, paragraph 2, of Act No. 90-31 of 4 December 1990 stipulates that only the Minister of the Interior has authority to decide whether subsidies from abroad are admissible.⁴⁹

41. Peaceful demonstrations and meetings have always been controlled by the authorities. According to FIDH, they have been severely repressed since the declaration of the state of emergency. This policy culminated in 2001 in the repressive action taken against demonstrators following the events organized in support of Kabylia that year. Since then, according to FIDH, there has been a tacit legal ban on demonstrations. FIDH adds that the authorities have assumed unfettered control of the media as well as of the streets and meeting halls. CFDA and SOS Disparus (SOS Disappeared), which had launched a counter-campaign to air their fears of serious violations of the fundamental rights set forth in the Charter, were rapidly prevented by the authorities from taking action.⁵⁰

42. FIDH notes that when Algeria was elected to the new United Nations Human Rights Council on 9 May 2006, it publicly committed itself to taking diverse measures in support of the protection and promotion of human rights, in particular “by advocating equal treatment of human rights [...] and [by fostering] dialogue and consultation”. Although article 33 of the Algerian Constitution of 28 November 1996 guarantees the right to defend basic human rights and individual and collective freedoms, the Algerian authorities take unremitting repressive action against human rights defenders, whether they act collectively (associations, political parties) or individually (lawyers, journalists, etc.).⁵¹

43. According to CMA, the revised Criminal Code (May 2001) seriously undermines freedom of expression since heavy fines and harsh prison sentences will henceforth be imposed on “any person found guilty of abusing, insulting or defaming the President of the Republic and State institutions”, terms which are not clearly and precisely defined.⁵² Moreover, the state of emergency decree grants considerable powers to the Minister of the Interior and the *walis* (governors of regions) which allow them to ban any demonstration. Even cultural and scientific activities are prohibited when they are organized by independent associations.⁵³ CMA recommends to the members of the Human Rights Council that they call on the Algerian Government to accord every Algerian genuine freedom of belief and conscience under the Constitution.⁵⁴

6. Right to an adequate standard of living

44. CMA adds that Kabylia, as a mountainous and wooded region close to Algiers (50 km), serves as a place of refuge for the Armed Islamic Group (GIA). According to numerous witness accounts from local people, the military deliberately sets fire to the region’s forests in order to dislodge them. In 2007, thousands of hectares were burnt, especially in the Yakouren and Sidi-Ali-Bounab regions, destroying plantations of olive, fig and chestnut trees and other resources.⁵⁵ CMA recommends to the members of the Human Rights Council that they call on the Algerian Government to compensate Kabyle farmers whose fields have been burnt by the Algerian army and to allow Kabyle communities equitable access to their natural resources, particularly water.⁵⁶

7. Human rights and counter terrorism

45. According to AI, the definition of terrorist offences is so broad as to allow for the criminalization of the peaceful exercise of certain civil and political rights. According to Article 87 *bis* of the Penal Code, the definition of terrorism includes offences liable, inter alia, to threaten state security, territorial integrity and the normal functioning of institutions by acts such as endangering life or property. These vague provisions have been interpreted to include the peaceful exercise of civil and political rights.⁵⁷

III. ACHIEVEMENTS, BEST PRACTICES, CHALLENGES AND CONSTRAINTS

46. [n/a]

IV. KEY NATIONAL PRIORITIES, INITIATIVES AND COMMITMENTS

47. AI reported that the authorities have taken encouraging steps to end discrimination against women, by amending the Family Code and the Nationality Code in 2005. Under the Family Code, women are no longer legally required to obey their husbands and there is now an equal set of duties for both spouses.⁵⁸

48. AI welcomes the positive steps taken towards the abolition of the death penalty by reducing in 2006 the scope of offences punishable by death in the Penal Code.⁵⁹

V. CAPACITY BUILDING AND TECHNICAL ASSISTANCE

49. [n/a]

Notes

¹ The following stakeholders have made a submission (all original submissions are available in full text on: www.ohchr.org):

Civil Society:

AI:	Amnesty International*;
AW:	Algeria Watch;
CFDA:	Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie;
CMA:	Congrès Mondial Amazigh;
ECLJ:	European Centre for Law and Justice*;
FIDH:	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme*;
GIECPC:	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children;
ILGA:	(Abu Nawas, International Lesbian and Gay Association, ILGA-Europe,* Pan African ILGA, Coalition of African Lesbians, The Rainbow Project, International Gay and Lesbian Human Rights Commission and ARC International);
KHR	Al Karama for Human Rights*;
RSF	Reporters sans Frontières*.

NB: * NGOs with ECOSOC status.

² KHR, UPR Submission, November 2007, p. 3. See also Algeria Watch, UPR Submission, 20 November 2007, p. 1.

³ FIDH, UPR Submission, November 2007, p. 3.

⁴ FIDH, p. 3.

⁵ AI, UPR Submission, November 2007, p. 2.

⁶ AI, p. 5.

⁷ CMA, p. 1.

⁸ CMA, p. 1.

⁹ CMA, p. 6.

¹⁰ AI, p. 1.

¹¹ AI, p. 3.

¹² KHR, p. 5-6.

¹³ KHR, p. 5.

¹⁴ CFDA, UPR Submission January 2008, p. 4. For information on individual cases see KHR, p. 6.

¹⁵ KHR, p. 5; see also CFDA, , p. 6.

¹⁶ AI, p. 3; see also CFDA, p. 6.

¹⁷ AI, p. 3; see also CFDA, p. 5. For information on individual cases see KHR, p. 4; CFDA, p. 5.

¹⁸ AI, p. 4.

¹⁹ AI, p. 5

²⁰ CFDA, p. 5.

²¹ AI, p. 4.

²² CFDA, p. 6; see also KHR, p. 4.

- ²³ KHR, p. 4.
- ²⁴ CMA, p. 6.
- ²⁵ CMA, p. 2.
- ²⁶ CMA, p. 6.
- ²⁷ AI, p. 5.
- ²⁸ AI, p. 2; see also CFDA, p. 5.
- ²⁹ GIECPC, UPR Submission, November 2007, p. 2.
- ³⁰ FIDH, p. 2.
- ³¹ FIDH, p. 3.
- ³² AI, p. 2; see also CFDA, p. 3; CMA, p. 3.
- ³³ AI, p. 5
- ³⁴ CFDA, p. 4.
- ³⁵ CFDA, p. 4.
- ³⁶ AI, p. 2.
- ³⁷ CFDA, p. 4.
- ³⁸ CFDA, p. 6.
- ³⁹ AI, p. 1; see also CMA, p. 3.
- ⁴⁰ ILGA, UPR Submission, p. 1.
- ⁴¹ ECLJ, UPR Submission, November 2007, p. 1-2.
- ⁴² RSF, UPR Submission, November 2007, p. 1.
- ⁴³ FIDH, p. 4; see also AI, p. 4, as well as for information on individual cases.
- ⁴⁴ FIDH, p. 4-5.
- ⁴⁵ RSF, p. 1.
- ⁴⁶ RSF, p. 2.
- ⁴⁷ FIDH, p. 4.
- ⁴⁸ RSF, p. 2.
- ⁴⁹ FIDH, p. 5.
- ⁵⁰ FIDH, p. 5-6; see also Algeria Watch, p. 5 and CFDA, p. 3; as well as for information on individual cases.
- ⁵¹ FIDH, p. 6; see also for information on individual cases.
- ⁵² CMA, p. 3.
- ⁵³ CMA, p. 2.
- ⁵⁴ CMA, p. 6.
- ⁵⁵ CMA, p. 3.
- ⁵⁶ CMA, p. 6.
- ⁵⁷ AI, p. 3.
- ⁵⁸ AI, p. 1.
- ⁵⁹ AI, p. 1.